

Le Parquet européen



Protéger les contribuables européens contre la fraude et la corruption

Le Parquet européen est un nouvel organe de l'Union chargé de mener des enquêtes et des poursuites pénales dans le cadre de délits portant atteinte au budget de l'UE. Devant être opérationnel fin 2020, le Parquet européen renforcera la capacité de l'Union à protéger l'argent des contribuables.



500 MILLIONS D'EUROS

Coût estimé de la fraude au détriment du budget de l'UE en 2017.

QUELLES SONT LES COMPÉTENCES DU PARQUET EUROPÉEN?

Le Parquet européen sera le premier parquet public supranational. Il enquêtera et poursuivra les fraudes et autres délits portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE (les délits dits PIF, pour «protection des intérêts financiers», tels que définis dans la directive (UE) 2017/1371):

- » les fraudes portant sur les dépenses et les recettes;

- » les fraudes liées à la TVA (si elles impliquent au moins deux États membres et portent sur au moins 10 millions d'euros);
- » le blanchiment de sommes liées à des actifs provenant de fraudes impactant le budget de l'UE;
- » la corruption active et passive ou les détournements qui portent atteinte aux intérêts financiers de l'UE;
- » la participation à une organisation criminelle si les principales activités menées consistent à commettre des délits au détriment du budget de l'UE.

Le Parquet européen peut également enquêter et poursuivre toute autre activité illégale considérée comme «inextricablement liée» à un délit portant atteinte au budget de l'UE.

COMMENT FONCTIONNE LE PARQUET EUROPÉEN?

Un parquet indépendant

Le Parquet européen agira comme un parquet unique dirigé par un chef du Parquet européen travaillant avec un procureur européen par État membre participant. Au moins deux procureurs européens délégués (PED) seront des membres actifs du système judiciaire de chaque État membre et collaboreront étroitement avec l'organisation centrale, située au Luxembourg. L'indépendance du Parquet européen sera essentielle à sa réussite: le Parquet ne fait pas partie des institutions de l'UE et n'acceptera aucune instruction

de leur part ni de la part des autorités nationales.

Collecter des informations

Les autorités nationales compétentes doivent informer le Parquet européen de tout fait qui pourrait constituer un délit en vertu de sa mission. Aux fins d'engager une action, le Parquet européen peut également collecter des informations de manière proactive auprès d'autres sources, par exemple des informations de presse, des parties privées ou des lanceurs d'alerte.

Enquêtes et poursuites

En général, le PED de l'État membre où le délit présumé a eu lieu suivra l'affaire. Les PED seront supervisés par un procureur européen du même État membre, au nom de la chambre permanente compétente, qui supervise et dirige les enquêtes et les poursuites menées par les PED.

Le Parquet européen portera les affaires devant les tribunaux nationaux.

Des pouvoirs considérables

En plus des mesures d'enquête se trouvant déjà à la disposition des procureurs en vertu des lois nationales dans des affaires nationales similaires, le PED responsable d'une affaire peut ordonner ou demander d'autres mesures, comme le gel des produits du délit ou l'interception des communications électroniques.



PARQUET EUROPÉEN: STATISTIQUES CLÉS

Organisation centrale: **Luxembourg**

Date de prise de fonction prévisionnelle: **Fin 2020**

Portée financière minimum des affaires traitées: **+10 000 euros**

Pour les fraudes impliquant des fonds européens (avec quelques exceptions sous 10 000 euros)

10 000 000 euros

Pour la fraude transfrontalière à la TVA

Ces mesures peuvent être ordonnées dans les affaires impliquant des délits punis par une peine maximale d'au moins quatre ans d'emprisonnement.

L'extradition d'une personne sur demande d'un PED d'un autre État membre sera régie par les procédures ordinaires relatives au mandat d'arrêt européen.

Relations horizontales

Dans certaines circonstances spécifiques, une affaire pourra être réattribuée à un autre PED d'un même État membre. Dans des situations exceptionnelles, le procureur européen supervisant peut mener lui-même l'enquête dans son État membre d'origine.

Pouvoirs de la chambre permanente

Les chambres permanentes supervisent et dirigent les enquêtes et les poursuites menées par les PED, et disposent, à cette fin, d'un certain nombre de pouvoirs décisionnels. Par exemple, une fois l'enquête terminée, la chambre permanente compétente décidera, sur la base d'une proposition soumise par le PED, de porter l'affaire devant un

tribunal national, de la rejeter ou de la traiter autrement, comme une procédure pénale simplifiée en vertu du droit national (par exemple: une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité).

Une affaire peut être rejetée par la chambre permanente, suite à une proposition du PED responsable, si les poursuites se révèlent impossibles du fait de l'absence de preuves, du délai de prescription, du principe de *non bis in idem*, d'une amnistie ou d'une immunité, etc., sous réserve de potentielles enquêtes complémentaires au cas où de nouveaux faits inconnus du Parquet européen seraient mis en évidence au moment de la décision de rejeter l'affaire.

Affaires portées devant les tribunaux

Une fois portée devant le tribunal national compétent, l'affaire sera administrée par le PED, conformément à la législation nationale en vigueur et au règlement du Parquet européen.

La législation nationale s'appliquera également dans les États membres qui disposent d'un système de procédures simplifiées (comme la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité).

PROTÉGER LES CITOYENS

Dans l'intérêt des citoyens, le règlement du Parquet européen prévoit plusieurs mesures de protection des personnes suspectées, des témoins et des victimes et, afin de garantir la légalité et la conformité à la législation européenne, la possibilité d'un contrôle juridictionnel des enquêtes réalisées. Le Parquet européen est

tenu de respecter la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (CDFUE) ainsi que les garanties prévues dans la législation européenne existante, comme le droit d'accès à un avocat et le droit de garder le silence. En outre, les personnes suspectées et accusées impliquées dans des poursuites du Parquet européen bénéficieront de tous les droits procéduraux prévus par la législation nationale.

Contrôle juridictionnel

Les actes de procédure du Parquet européen pourront faire l'objet d'un contrôle juridictionnel qui se déroulera devant les tribunaux nationaux de l'État membre où le Parquet européen mènera ses activités.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) sera également habilitée à statuer à titre préjudiciel sur les questions relatives à la validité des actes de procédure du Parquet européen, l'interprétation du règlement du Parquet européen et les éventuels conflits de compétence avec les autorités nationales.

Partenaires

Le Parquet européen est un nouvel organe dans la lutte contre la fraude: Eurojust, OLAF et Europol conserveront leurs rôles actuels visant à protéger le budget de l'Union et coopéreront étroitement avec le Parquet européen. Le Parquet européen collaborera également avec les États membres non participants.

Plus

Présentation du Parquet européen

https://ec.europa.eu/info/law/cross-border-cases/judicial-cooperation_fr



Office des publications
de l'Union européenne

Suivez-nous sur:

<https://www.facebook.com/EUJustice/>
https://twitter.com/EU_Justice

Photos:
© AdobeStock, Arens
© AdobeStock, Marco Scisetti
© AdobeStock, Iliya Mitskavets

© Union européenne, 2019